Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier

Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier

Band: 5 (1988)

Artikel: De la "Fédération jurassienne" à la "commune socialiste" : origines et débuts du parti socialiste neuchâtelois (1885-1912)

Autor: Perrenoud, Marc

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-520208

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

De la «Fédération jurassienne» à la «commune socialiste»

Origines et débuts du parti socialiste neuchâtelois (1885-1912)

par Marc PERRENOUD

Dès les années 1870, les Montagnes neuchâteloises ont été le théâtre d'événements importants dans l'histoire du mouvement ouvrier, une composante de la première Internationale s'y regroupa sous le nom de «Fédération jurassienne». En 1912, pour la première fois en Suisse, les socialistes emportèrent la majorité lors des élections communales au Locle et à La Chaux-de-Fonds. De plus, le canton de Neuchâtel forma souvent une «pépinière» de militants ouvriers qui s'établirent dans d'autres cantons romands. La renommée de certaines personnalités dépassa les frontières cantonales : d'abord, «le médecin des pauvres», Pierre Coullery (1819-1903), pionnier du socialisme, mais aussi un adversaire des marxistes et des anarchistes; ensuite, Charles Naine (1874-1926) l'ouvrier mécanicien devenu «l'avocat des pauvres» fut le premier socialiste qui refusa le service militaire en 1903. Dans ces conditions, il convient de se garder d'une certaine imagerie véhiculée par la légende dorée du socialisme helvétique et de reconstituer les différentes phases historiques. Plusieurs vagues se sont succédé, chacune amenant de nouveaux éléments, mais modifiant aussi ce que la précédente avait amené, sans toutefois supprimer les acquis. Les dépôts successifs permirent de constituer une épaisseur historique, un capital d'expériences politiques qui s'exprima de façon spectaculaire à plusieurs reprises.

I. Crises économiques et industrialisation de l'horlogerie

La fin du XIXème siècle est caractérisée par de nombreuses transformations économiques, démographiques et sociales dans le canton de Neuchâtel.

Si l'année 1876 marque une césure dans l'histoire de la région horlogère, ce n'est pas tant à cause de la mort de Bakounine, mais en raison de l'Exposition universelle de Philadelphie qui révèle la menace de la concurrence américaine et pose un défi aux horlogers helvétiques bercés par la conviction d'être les meilleurs du monde. Aux Etats-Unis, ils découvrent les méthodes modernes de production caractérisées notamment par le travail en séries, l'interchangeabilité des pièces, la production en fabriques et l'utilisation des machines-outils. Désormais, la lutte contre la concurrence étrangère dominera durablement la vie sociale de l'arc jurassien. Plusieurs crises profondes entraînent l'effrondrement des anciennes méthodes de production. Le passage de l'atelier à la fabrique se heurte à des résistances, mais déploie de multiples effets sociaux : quelques patrons construisent des usines modernes, alors que diminue la part du travail à domicile; l'exode rural augmente et de nombreuses personnes affluent dans le canton à la recherche d'un emploi; certains corps de métiers voient leurs qualifications professionnelles devenir obsolètes; la proportion des femmes dans le personnel ouvrier augmente; le surmenage se généralise; afin de faire régner une discipline nouvelle sur les lieux de travail, des règlements stricts sont édictés dans les locaux industriels. L'indépendance des petits producteurs travaillant à domicile ou dans de petits ateliers est minée. Les horlogers de l'arc jurassien perdent leur faculté de s'opposer ponctuellement aux pressions patronales. C'est une des bases sociales de l'anarchisme qui s'effrite et ceci contribue à la disparition de la «Fédération jurassienne».

Alors que les crises prennent une ampleur jamais vue, les autorités radicales (majoritaires depuis 1848) sont amenées à prendre des mesures pour pallier les souffrances des populations frappées par le chômage, pour améliorer la formation professionnelle, pour réglementer la production (législation limitant le travail de nuit et du dimanche, contrôle des apprentissages, etc). Un discours du 1er mars 1885 à la Chaux-de-Fonds est caractéristique : un ténor radical encourage tous ses auditeurs à lutter contre les effets de la crise, en participant aux sociétés de secours mutuels, composées surtout d'ouvriers, afin d'éloigner les risques de révolutions violentes et de contribuer, avec l'appui moral et financier de l'Etat, à la solution «du grand problème de la question sociale qui s'impose de plus en plus.»[1]

De plus, les milieux politiques et les associations professionnelles propagent un corporatisme autour de l'horlogerie dont le créateur légendaire devient emblématique : en 1888 lors de l'inauguration en grande pompe de son monument au Locle, le graveur devenu conseiller fédéral, Numa Droz (1844-1899) s'exclame : «Au pied de cette statue, où se trouve réunie la grande famille horlogère dont Daniel JeanRichard fut le procréateur, je forme des

voeux ardents que notre belle industrie nationale puisse, au milieu de la paix extérieure et de la paix sociale, grandir sans cesse et prospérer, pour le bien de la patrie, suivant cette triple devise qui sera toujours la nôtre : perfectionnement, loyauté, solidarité.»[2] On retrouve ce genre de tirades dans les discours de tous les milieux horlogers pendant plusieurs dizaines d'années.

Néanmoins, la fin du XIXème siècle est délicate pour le parti radical : détenant tous les sièges du gouvernement cantonal depuis 1848, il en cède un en 1898 à un représentant du parti libéral (conservateur). De 1876 à 1899, le conseiller d'Etat Robert Comtesse (1847-1922) domine la politique neuchâteloise : personnalité du patronat horloger, il crée le Département cantonal de l'Industrie et de l'Agriculture et fait adopter une législation économique et sociale (lois sur l'arbitrage dans les conflits du travail et pour la protection des apprentis et des ouvrières, etc.). Il crée le poste d'inspecteur cantonal des apprentissages qui sera successivement occupé par deux grutléens : Arnold Kohli (1858-1906), puis Paul Jaccard (1864-1947). Il fonde aussi en 1892 un organisme paritaire, la Chambre neuchâteloise du Commerce, de l'Industrie et du Travail. Il faut relever que Comtesse est aussi membre du Grütli romand de Neuchâtel, ce qui explique qu'il y soit un des orateurs officiels du Premier Mai 1891 : il consacre son allocution à la revendication des huit heures en critiquant les propriétaires des machines qui font preuve d'égoïsme en ne faisant pas profiter les travailleurs des avantages et des améliorations qu'apportent les «engins de la science». Il termine son discours sous les applaudissements en s'exclamant : «Dans notre petite patrie, où les conditions de travail figurent peut-être au premier rang des pays civilisés, nous sommes arrivés, petit à petit, à diminuer insensiblement les heures de travail; nous avons revendiqué, gagné, fractions par fractions, ces quelques minutes de loisirs que nous possédons.[...] Persévérons dans cette voie, inspirons-nous du principe que la violence est mauvaise conseillère, tâchons d'arriver au but poursuivi par la conciliation, et sous peu nous verrons apparaître l'aurore d'une transformation sociale qui répondra à tous nos voeux.» Par la suite, Comtesse prend la parole dans plusieurs congrès d'associations ouvrières. Il préside notamment la Fête centrale de la Société suisse du Grütli à Neuchâtel en juillet 1893.

Ainsi le PSN apparaît progressivement dans un contexte politique ne prédestinant guère à la confrontation. Il faut d'abord se dégager de l'emprise du discours «progressiste» des radicaux et des liens tissés par le corporatisme horloger.

II. Les conditions de l'émergence d'une nouvelle organisation politique

Dans les années 1840, les Clubs «Jeune Allemagne» et le mouvement phalanstérien recrutèrent des partisans dans les Montagnes neuchâteloises, ce qui provoqua des réactions policières des autorités politiques. Ces premiers germes du socialisme eurent une influence idéologique durable. En fait, la constitution du socialisme neuchâtelois est le fruit de la convergence de quatre types d'expériences politiques :

1) L'Association Internationale des Travailleurs connut dans les Montagnes neuchâteloises un essor remarquable. Mais, au milieu des années 1880, il ne reste plus d'organisations socialistes se réclamant de son héritage. Toutefois, un certain nombre de militants continuent à vivre dans la région avec l'espoir de transformations sociales.

2) Comme dans d'autres régions de Suisse romande, les sections du Grütli jouent un rôle incontestable dans les premiers pas du socialisme neuchâtelois. La première section est fondée à La Chaux-de-Fonds en 1845, suivie par Neuchâtel et Le Locle en 1848. Par la suite, d'autres sections apparaissent dans les principaux villages (Fleurier, Travers, Cernier, Boudry, etc.). Ces groupements s'occupent d'instruction mutuelle, constituent des bibliothèques, des troupes de théâtre, des sociétés de tir ou de gymnastique; des chorales et des fanfares apportent une dimension musicale aux soirées, aux fêtes et aux manifestations. D'abord composés essentiellement d'ouvriers de langue allemande changeant fréquemment de domicile, ces groupes ont des relations limitées avec la population «indigène» et se plaignent de la mentalité «aristocratique», régnant notamment sur le littoral. Même dans les villes industrielles comme La Chaux-de-Fonds, les grutléens déplorent le «peu de sérieux et de persévérance de notre population ouvrière welsche. Dans le domaine de la vie politique et sociale, elle est loin, dans son ensemble, d'être arrivée au degré de développement de nos collègues de la Suisse allemande.»[3]

Toutefois, c'est au sein du mouvement grutléen que se regroupent et se forment quelques-uns des fondateurs du PSN. En effet, les années 1887-1889 marquent un changement : sous l'impulsion de Pierre Coullery des sections romandes sont fondées à La Chaux-de-Fonds (en décembre 1887), puis au Locle (en juin 1889) et à Neuchâtel (en mai 1889). Alors que depuis les années 1870, les effectifs grutléens s'élèvent à un demi-millier de membres dans le canton, l'apogée est atteinte à la fin de 1889 : 14 sections regroupent 1'385 membres. Après ces débuts encourageants, la crise horlogère et les divisions internes provoquent une chute rapide des effectifs.

Politiquement, les grutléens s'affirment d'abord dans la mouvance radicale. Mais les discours des politiciens apparaissent de plus en plus comme des promesses démagogiques et incitent des grutléens à élaborer une nouvelle formule politique. L'émergence de ces sections francophones pose le problème des relations avec le parti gouvernemental. En particulier, à Neuchâtel, les grutléens de tendance socialiste considèrent que la section locale est sous la coupe du Conseil d'Etat.

3) Parmi les multiples conséquences sociales des transformations structurelles de l'horlogerie, on note, à partir de 1886, l'essor des syndicats ouvriers, dont certains renaissent de leurs cendres. En 1886, les boîtiers fondent leur fédération, puis d'autres corps de métiers constituent leurs associations professionnelles. Entravés par les crises périodiques et par les mentalités corporatistes dressant des barrières entre les différents métiers, les sections syndicales connaissent un développement inégal et irrégulier. Ainsi, il faudra attendre 1912 pour que puisse être fondée, après plusieurs tentatives infructueuses, une seule fédération pour les ouvriers de toute l'industrie horlogère. Au cours des ces trois décennies, il apparaît de plus en plus aux responsables syndicaux que l'efficacité des organisations professionnelles bute sur certaines limites, que des mesures politiques s'imposent pour améliorer la situation des travailleurs et que le parti radical lié au patronat horloger ne tient pas ses promesses. C'est ainsi qu'une certaine politisation revendicative des ouvriers de l'industrie horlogère contribue à l'essor du socialisme en terre neuchâteloise.

4) Dans un canton imprégné par le calvinisme, les milieux protestants sont aussi touchés par les problèmes économiques et politiques : certains pasteurs, particulièrement préoccupés par la «question sociale» s'engagent activement dans l'animation socio-culturelle ou dans la lutte contre l'alcoolisme et contre la guerre. A La Chaux-de-Fonds, à partir de 1885, le pasteur Paul Pettavel (1861-1934) anime l'Union Chrétienne de Jeunes Gens et exerce une influence durable, notamment sur Naine. Certains membres actifs de ce groupe deviennent des militants socialistes, des secrétaires syndicaux ou des gérants des coopératives.

III. La structuration du mouvement socialiste neuchâtelois

Basés sur la convergence de mouvements sociaux marqués par des rythmes différents et soumis aux aléas conjoncturels, les premiers pas du PSN sont hésitants et chaotiques. On peut distinguer deux processus : d'une part, le développement du mouvement grutléen, d'autre part, l'essor des associations ouvrières.

1) Le recrutement de nouveaux membres permet la parution de 1888 à 1891 du journal *Le Grutléen* qui aspire à devenir l'organe romand de la Société suisse, ce qui l'amène à rivaliser vainement avec *Le Grutli* de Fauquez. De plus, les grutléens participent aux élections : à partir de 1889, les sections allemande et romande présentent des candidats à La Chaux-de-Fonds pour les élections au Grand Conseil en tant que «parti ouvrier»et obtiennent 12 sièges sur 28.[4] Des réticences à l'emploi du terme «socialiste» sont exprimées dans le but de se distinguer aussi bien des discours radicaux que de l'héritage de l'Internationale soupçonnée d'anarchisme[5]. Toutefois, les options socialistes s'affirment peu à peu. Ainsi, en mai 1893, deux députés opposés à cette évolution quittent les rangs du parti ouvrier pour rejoindre les radicaux. Alexandre Piron (1852-1917) explique ainsi l'alternative posée au parti ouvrier : «se considérer comme parti d'opposition et agir comme tel, ou bien, tout en conservant son indépendance de groupe, appuyer le gouvernement et faire oeuvre de parti gouvernemental en qualité d'éclaireur»[6].

En 1893, le parti ouvrier présente pour la première fois une liste indépendante pour les élections nationales, exprimant ainsi son opposition aux autres partis. Lors de l'assemblée cantonale des sections du Grütli et du parti ouvrier neuchâtelois du 13 mai 1894, la proposition de fonder un parti socialiste ne fait pas l'unanimité. Il est finalement précisé que «Socialiste ne veut pas dire autre chose que partisan d'un ordre social où l'injustice, l'inégalité, l'exploitation effrénée et sans limites ne seront plus la règle, mais où, au contraire, tout concourra à l'égalité, à la justice et à la bonne harmonie de tous. Le devoir de tous les hommes avancés de notre parti est de faire comprendre cette vérité qui n'est plus discutée que dans de rares localités où les dirigeants font encore du mot socialisme une sorte d'épouvantail et assimilent les socialistes à des quasi-malfaiteurs.»

La fondation officielle du PSN a lieu en septembre 1896 au Cercle ouvrier de la Chaux-de-Fonds. Le 18 octobre 1896, l'assemblée cantonale des délégués décide de présenter comme candidat un «fabricant qui s'est créé lui-même, après avoir passé par toutes les phases de la vie ouvrière» afin de «veiller aux intérêts de l'horlogerie, notre patrimoine commun.[...] La candidature d'Adamir Sandoz nous paraît avoir, en outre, ce grand mérite, qu'elle met fin aux criailleries de ceux de nos adversaires qui nous accusent sans cesse d'exciter les ouvriers contre les patrons. Aucune doute n'est plus possible sur ce point. L'accord qui s'est manifesté dans les milieux socialistes sur le nom d'un petit fabricant montre combien sont injustes et mal fondées les critiques de nos adversaires à l'égard du PSN.»

Toutefois, la Fédération cantonale des Sociétés du Grütli, reconstituée rapidement, est, à certaines périodes, plus structurée que le PSN dont les sec-

Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds

La députation socialiste au Grand Conseil, parmi les 20 élus figure aussi Coullery.

tions restent peu nombreuses. Un certain éparpillement des efforts est manifeste. Les tensions sont parfois très vives entre les grutléens et les socialistes militants.

2) Le rôle de diverses associations ouvrières ne saurait être négligé, car d'autres initiatives sont prises, parfois en opposition aux grutléens. Le journal chaux-de-fonnier *L'Impartial* du 7 mars 1885 publie un appel lancé par la «Deutscher-demokratischer Verein» qui se proclame section locale «du parti socialiste-démocrate en Suisse» : «tous les ouvriers séjournant à La Chaux-de-Fonds, quelle que soit leur nationalité ou leurs croyances, sont fraternellement invités à venir entendre l'éminent orateur socialiste dont le nom seul écarte toute idée utopique.» Jules Guesde conclut son discours par un appel à la constitution d'un groupe socialiste à la Chaux-de-Fonds. En mai et juin 1886, la volonté de fonder un parti ouvrier s'exprime : les présidents des sociétés ouvrières sont convoqués à une séance qui nomme une commission

Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds

ABONNEMENTS

SUISSE
1 an . . fr. 5.—
6 mois . « 2.50
3 mois . « 1.25
1 mois . « 0.45

ETRANGER
Le port en sus

ANNONCES
10 centimes la ligne ou son espace
Offres et demandes d'emplois gratuites pour tous les abonnés
Les PETITES ANNONCES au-dessous de 6 lignes, 75 centimes pour trois insertions.

LA SENTINELLE
ET LE COURRIER JURASSIEN

JOURNAL ÉCONOMIQUE & SOCIAL

ORGANE DU PARTI SOCIALISTE

PARAISSANT A LA CHAUX-DE-FONDS LE MERCREDI ET LE SAMEDI

Rédaction et Administration: Rue de la Serre 35 a, LA CHAUX-de-FONDS

Que les Camarades qui tiennent à nous aider dans notre tâche d'émancipation travaillent sans relâche à trouver de nouveaux abonnés et à faire valoir les annonces de LA SENTINELLE

LA PRESSE LIBRE

Le referendum que le parti socialiste suisse vient de lancer contre la loi dite du bâillon et dont le succès est assuré a rencontré dans notre contrée un appui vigoureux, puisque le canton de Neuchâtel aura fourni à lui seul près de six mille signatures.

Nos concitoyens ont voulu protester nombreux contre les entraves à la liberté de la presse, contre cette muselière forgée par nos colonels et nos militaristes. Ils ont voulu conserver à chacun le droit de répandre sa pensée par le journal et par la parole.

Nous disons le droit, mais il y a loin encore du droit à la réalité et quand on a décidé que tel individu a le droit de répandre ses idées on ne lui en a pas encore de ce fait assuré la possibilité.

Il faut donc que les antimilitaristes fassent plus et mieux que de conserver le droit de critiquer l'armée, il faut encore soutenir ceux qui se livrent à cette œuvre et à l'œuvre de désarmement, en leur assurant les moyens matériels de répandre les idées de paix et de fraternité en soutenant la presse indépendante et en la répandant.

Car à quoi servent tous les droits du monde si on n'a pas les moyens de les faire valoir. A quoi bon par exemple la liberté du travail si on a pas le moyen de répandre et de développer un journal.

Il faut donc que les antimilitaristes, les pacifistes et tous ceux qui sentent passer le souffle des rénovations fassent quelques petits sacrifices en faveur des idées nouvelles, il faut qu'ils donnent plus que leur signature pour un referendum, il faut encore qu'ils s'aident à la propagation de ce qu'ils estiment juste et bon.

La société présente est grosse d'événements considérables, de transformations sans précédents. Pour que le monde de demain sorte sans douleur du monde d'aujourd'hui, il faudrait que chacun y aille de son effort, que toutes les intelligences, tous les cœurs se mettent à l'œuvre et tous les journaux sociaux seraient insuffisants pour traiter tous les problèmes qui se posent. Au lieu de cela nous voyons nos principaux journaux mâcher et remâcher de vieilles formules, de vieux clichés insipides et laisser de côté systématiquement les questions les plus brûlantes. On tourne dans le cercle étroit d'une pensée vieille d'au moins cinquante ans et ceux qui en veulent sortir se heurtent à mille obstacles.

Il faudrait que cela cesse ; la population ouvrière de notre canton qui forme une majorité imposante n'a pour traiter la question sociale et économique, pour défendre ses intérêts que notre journal ; une misérable petite feuille qui paraît 2 fois par semaine, soutenue par quelques camarades qui y sacrifient leurs loisirs et leurs veilles et qui ne réussissent que très imparfaitement dans la tâche qui leur incombe.

C'est un journal quotidien que la classe ouvrière et les partisans des réformes sociales devraient avoir à leur service, avec tous les procédés d'information, toutes les sources modernes du journalisme.

Soluti

« En somme, ... listes militants) ... prévoit, ou bien ... volontiers pour la ... présenterait qu ... ment. »

Cette manière de ... arguments préférés de ... contre le socialisme, parce ... lence répugne au grand nom...

Il est donc utile de faire tom... dernier argument afin que le social... puisse pénétrer dans toutes les couches de la société.

Quand M. S. Faure a donné à La Chaux-de-Fonds ses conférences, j'ai protesté contre sa manière de conclure, par la nécessité d'une violente révolution ; je ne puis m'empêcher de protester contre la façon de conclure de la *Feuille d'avis*.

Logiquement, il y a plusieurs façons d'exproprier les capitalistes au profit de la collectivité.

Si l'on exproprie en une seule fois la totalité du sol des machines et instruments de travail, etc., cela ne manquerait pas de provoquer une révolution violente, soit la guerre civile. De plus, en laissant aux individus le droit de tester et de donner entre vifs tel qu'il existe de nos jours, la fortune individuelle se reconstituerait et la question sociale ne serait résolue que pour un court espace de temps.

Il ne peut donc pas entrer dans la tête des militants socialistes de maintenir le droit de donner et de léguer les biens après la mort tel qu'il existe aujourd'hui.

... ces droits doivent forcément ... restreints dans la société ... très pratique de ne le ... code. l'on sup... ...

... actuellement, nous ... soigneusement tout ce qui peut ... diviser, cela ferait le jeu de la bourgeoisie ; ce que nous devons faire avant tout c'est combattre l'indifférence en faisant une propagande active et scientifique pour faire bien connaître le socialisme.

Quand la majorité des individus se rattachera à notre parti, la question de procédure devra être tranchée. Il est facile de prévoir dans quel sens la solution interviendra car les principes du socialisme sont : *plus de guerre*, ni internationales, ni industrielles, ni commerciales, ni de tarifs douaniers, ni d'aucune sorte. Nous proclamons la paix et la fraternité universelles ; avec de pareils principes nous ne pouvons pas aboutir à la guerre civile.

G. Schaad.

(*Réd.*) Notre camarade Schaad juge un peu les gens d'après lui ; il est permis d'être optimiste ; la classe bourgeoise et capitaliste ne saurait être meilleure que toutes les classes qui se sont succédées jusqu'à présent au pouvoir et qui ont préféré voir périr la société que de la voir leur échapper.

MUSELLEMENT DE LA PRESSE

(*Communication du Comité-directeur du parti socialiste.*)

A la chancellerie fédérale, il a été déposé lundi 23 courant le chiffre très respectable de 60,254 signatures demandant la votation sur le projet de loi destiné à museler la presse suisse. Ces signatures se répartissent comme suit sur les différents cantons :

Zurich	15192	Berne	9106
Lucerne	1161	Uri	200
Schwyz	538	Obwald	140
Glaris	1866	Zoug	490
Fribourg	585	Soleure	2005
Bâle-Ville	2423	Bâle-Campagne	837
Schaffhouse	970	Appenz. Rh.-Ext.	393
Saint-Gall	4527	Grisons	851
Argovie	2558	Thurgovie	1703
Tessin	3230	Vaud	3727
Valais	94	Neuchâtel	5472
Genève	2236		

Soit un total de 60,254 signatures.

Réd. — La communication ci-dessus du Comité central réjouira tous les socialistes et tous les partisans de la liberté de la presse. C'est un beau succès, mais la loi du muselement n'est pas de ce fait repoussée, il faudra lutter sans arrêt jusqu'à la consultation populaire. Nous avons bien des chances de faire rejeter la loi, elle est si inique que les plus chauds défenseurs du gouvernement hésiteront à la défendre, les arguments qu'il faudrait invoquer leur feraient honte.

Qu'on ne cesse donc pas d'agiter contre la loi de muselement.

Le corps de cadets

Plusieurs villes suisses ont conservé leur corps de cadets. C'est le cas du Locle et de la Chaux-de-Fonds. Tandis que d'autres, comme Neuchâtel, l'ont supprimé. Examinons les avantages et les inconvénients de cette institution.

Les enfants de nos écoles sont incorporés dans le bataillon scolaire à un âge où, en général, ils ne réfléchissent pas encore. On leur met entre les mains un fusil ; et après leur avoir fait faire l'école de soldat on leur apprend le maniement de l'arme. D'abord, on fait des exercices théoriques, puis, comme en toute bonne pédagogie, la pratique suit de près. Nos enfants font des patrouilles d'éclaireurs qui surveillent un ennemi imaginaire. Ensuite, dans ces petites guerres, ils se divisent en plusieurs corps qui représentent des groupes ennemis. Dans ces exercices, on leur confie des balles à blanc et ils visent leurs camarades. Parfois, pour ajouter de l'intérêt à ces revues, les opéra-

Dr PIERRE COULLERY, 1819 — 1903.

Souvenir du 1 Mai 1903.

10me ANNIVERSAIRE du CERCLE OUVRIER

les 3 et 4 Octobre 1903.

Carte postale de propagande pour La Sentinelle *éditée après la mort de Pierre Coullery pour fêter les 10 ans du Cercle ouvrier.*

chargée de présenter un projet : en fait, les auteurs considèrent que la tâche prioritaire est la formation et la centralisation des sociétés ouvrières; ils estiment que la voie parlementaire ne doit pas attirer les militants ouvriers. Plusieurs arguments sont invoqués pour justifier cet abstentionnisme : les risques de répression patronale, la situation géographique et sociale de La Chaux-de-Fonds, la possibilité d'utiliser le droit d'initiative pour obtenir des réformes. La pauvreté des sources actuellement disponibles ne permet pas de déterminer le sort ultérieur de ce projet dont l'un des signataires figure toutefois parmi les responsables du petit groupe éphémère des «socialistes indépendants» opposés à Coullery : en 1891, ils publient une brochure sur «*Les coulisses du coullerysme ou les ouvriers exploités par les coullerystes*» : ceux-ci y sont accusés d'être «une bande d'incapables audacieux, affamés de places et d'honneurs». L'auteur de ce pamphlet participe en 1891 à la fondation à Saint-Imier du premier organe du PSS en Suisse romande, *Le Socialiste*.

Par ailleurs, le journal *La Sentinelle*, qui prendra par la suite une importance considérable dans le développement du socialisme dans l'arc jurassien, est d'abord édité par l'Union des Sociétés Ouvrières de La Chaux-de-Fonds. En 1890, l'éditorial du premier numéro précise que le nouveau journal ouvrier défend les intérêts économiques et culturels des populations de la région horlogère en préconisant l'association et la solidarité, en s'abstenant de participer au jeu politicien mené par les radicaux, les libéraux et les grutléens. En fait, les rédacteurs de ce journal vont progressivemenl le transformer en un organe socialiste.

En janvier 1894, il faut noter l'inauguration du Cercle ouvrier de La Chaux-de-Fonds, qui deviendra la «cellule-mère des organisations ouvrières» : lieu de rencontre et de formation politique, il passe rapidement sous le contrôle des socialistes qui en excluent les anarchistes[7]. Les activités au sein du Cercle ouvrier attirent tant de monde qu'elles ponctionnent les rangs grutléens qui déclinent au début du siécle.[8]

3) Sur cette double base (grutléenne et associative), le PSN se développe très rapidement au début du siècle.

A partir de 1900, une nouvelle génération de militants socialistes s'affirme : impressionnés par les expériences faites en Belgique, ils préconisent «la trilogie ouvrière», la collaboration entre les coopératives, les syndicats et les organisations socialistes pour améliorer la situation économique et sociale des familles ouvrières. Tandis que les syndicats s'implantent et se regroupent, des coopératives ouvrières sont organisées : en 1898, une boulangerie est fondée, puis en 1907 la «Coopérative des Syndicats». Par la suite,

une laiterie, une pharmacie, une librairie et une imprimerie sont créées. Finalement en 1914, l'alliance avec les institutions analogues fonctionnant au Locle depuis 1905 permet de fonder les «Coopératives Réunies». On note aussi la création en 1907 à Fleurier de «L'Emancipatrice». Le renforcement des structures du mouvement ouvrier se marque aussi par la fondation de «Jeunesses socialistes» et de «Groupes d'Etudes sociales». Exprimant une nouvelle orientation politique, le nouveau rédacteur de *La Sentinelle*, Charles Naine, précise, dans le numéro du 11 mai 1901, que l'essor du PSN ne dépend plus de la maladresse des adversaires ou de la conjoncture horlogère : «C'est la pensée lente et irrésistible du prolétariat qui prend conscience de ses droits, c'est la manifestation dans notre pays du grand mouvement universel que partout, en vain, la bourgeoisie cherche à entraver. Nous commençons à ne plus nous contenter d'un socialisme superficiel fait de bouderie, de mauvaise humeur et de souffrance momentanée.» Un article de *La Sentinelle* du 28 janvier 1903 précise qu'une des nombreuses missions du socialisme consiste en «la transformation, l'épuration de la politique actuelle. Rien de plus inconséquent et de plus absurde que la politique bourgeoise actuelle.[...] Il y a des tripotages, des manoeuvres louches qui ont discrédité la politique à tel point que les honnêtes gens la tiennent pour méprisable. C'est une erreur, il appartient aux socialistes et avec eux, à tout coeur droit de faire perdre à la politique la détestable réputation que la conduite des bourgeois lui vaut. La politique loyale est un devoir pour tout citoyen et le socialisme doit le faire comprendre et a pour mission de le rappeler puisqu'on l'oublie si complètement ailleurs. L'exemple est du reste si contagieux que les socialistes ont beaucoup de peine à échapper à l'influence délétère d'un parti bourgeois.»

Toutefois, les progrès électoraux n'étant pas immédiats et réguliers, certains se découragent. Ainsi, en 1904, pour la première fois, les socialistes peuvent faire valoir leur implantation dans tout le canton, mais à La Chaux-de-Fonds, ils constatent une certaine baisse que Naine explique par diverses causes : «la principale est que nous avons un programme un peu plus expressif qu'autrefois et que durant ces deux dernières années, au cours des luttes soutenues, nous avons attaqué vigoureusement toutes les catégories de bourgeois. Nous avons dû perdre ainsi bon nombre de citoyens qui se ralliaient à un parti qui n'était pour eux que l'extrême-gauche des radicaux, mais qui, le jour où ce parti a fait clairement comprendre que tout en acceptant des réformes il poursuivait une transformation complète de l'état de choses actuel, devaient nécessairement renier.»[9]

Cette orientation plus combative est renforcée notamment au congrès d'Auvernier, comme l'explique dans *Le Peuple suisse* du 14 février 1907, le

secrétaire permanent de la Fédération des monteurs de boîtes, Achille Grospierre (1872-1935) : la décision de ne pas renouveler les arrangements avec les partis bourgeois pour des élections tacites, c'est «le désir de rompre avec cette tradition qui renferme en elle-même le plus puissant des narcotiques politique» avec un «effet dissolvant sur notre mouvement» dont «la première raison d'être est l'opposition au régime actuel». De plus, les conventions entre partis font apparaître «ostensiblement pour la critique adverse, que le socialisme n'a d'autre but que de flatter l'amour-propre des ouvriers ambitieux, assoiffés d'un titre officiel et de satisfaire leur vénalité.»

Certes, dès 1894 au Locle et dès 1903 à La Chaux-de-Fonds, un siège de l'exécutif communal est accordé aux socialistes. Toutefois, le congrès du PSN d'avril 1907 décide de ne pas présenter de candidat au Conseil d'Etat : «L'expérience a prouvé , en effet, que toutes les fois que des socialistes sont entrés dans un gouvernement bourgeois, ils ont été entraînés par la majorité à prendre des mesures contre les ouvriers et leurs organisations.»[10]

Dans un contexte général marqué par l'accentuation des difficultés économiques, par l'essor du mouvement ouvrier et par l'approfondissement des clivages politiques, les rangs socialistes se gonflent rapidement :

Membres du PSN (y compris les grutléens) [11]

1905	669	1910	815
1906	638	1911	965
1907	?	1912	2635
1908	358	1913	2693
1909	364	1914	2330

Plusieurs succès électoraux marquent la vie politique : en novembre 1911, Naine est élu au Conseil national, suivi en avril 1912 par l'instituteur E.-Paul Graber (1875-1956). En été 1912, les socialistes emportent la majorité lors des élections communales au Locle et à la Chaux-de-Fonds[12]. L'essor quasi exponentiel des effectifs et de l'électorat du PSN inquiète certains : *La Suisse libérale* évoque «le déferlement de la vague socialiste».

IV. Les horlogers et les autres...

Cette augmentation spectaculaire marque aussi un élargissement sociologique : dans les premières années, le PSN regroupe presque exclusivement les ouvriers des différents métiers de l'horlogerie. On note ensuite la présence de typographes, de tailleurs et de travailleurs du bois ou du bâtiment. C'est seulement dans les premières années de notre siècle que deux autres catégo-

ries sociales apparaissent : quelques agriculteurs, tels Charles Gnaegi (1858-1910), et plusieurs instituteurs qui joueront désormais un rôle primordial dans le PSN : une génération de jeunes enseignants commence alors à militer et plusieurs deviendront des élus dans les exécutifs communaux ou les législatifs. Deux catégories importantes de la classe ouvrière sont peu présentes dans les rangs socialistes : les étrangers et les femmes.

1) Les premiers statuts publiés dans *La Sentinelle* du 13 février 1897 précisent que «le parti socialiste-démocrate est un parti purement politique. En cette qualité, il n'admet en son sein que des citoyens suisses; ce qui ne l'empêche pas de vivre sur un pied amical avec des citoyens ayant les mêmes idées et appartenant à d'autres nations». Les militants étrangers s'organisent donc dans des structures séparées, notamment à l'«Internationaler Arbeiterverein» qui joue un certain rôle politique à La Chaux-de-Fonds. Au début du siècle, la présence de nombreux travailleurs étrangers va jouer un rôle dans la radicalisation des positions socialistes : c'est notamment le cas en été 1904 lors de la grève des maçons : à la demande des entrepreneurs, La Chaux-de-Fonds est occupée par un millier de militaires pour mettre fin au mouvement de quelque 500 Italiens. Les incidents qui éclatent alors et les expulsions brutales des «meneurs étrangers» contribuent à l'essor de l'antimilitarisme et de l'internationalisme dans la région[13].

2) Pendant longtemps, les problèmes des femmes ne sont guère abordés dans la presse socialiste : Coullery lance quelques appels, mais reste peu suivi. Ainsi, dans *La Sentinelle* du 25 août 1896, il regrette que les associations ouvrières ne luttent pas pour l'égalité des droits. «La femme, de par la nature, de par Dieu, est la véritable souveraine de l'humanité, et aujourd'hui, dans les pays les plus civilisés elle est encore esclave. Cette question, la plus simple, la plus pratique de toutes les questions économiques et morales,[...] il est donné à l'école socialiste de la poser en principe et de faire du culte de la femme un devoir social. Par les efforts et les sacrifices du parti socialiste, les femmes seront mises en possession des mêmes droits civils et politiques que les hommes. Voilà l'avenir.»

En fait, cette revendication figure rarement dans les programmes électoraux. Les femmes continuent à être confinées dans certains rôles : fondée en 1895, «L'Ouvrière» est une société de couture formée par les épouses, fiancées et parentes des membres du Cercle Ouvrier qui s'y réunissent chaque semaine pour travailler «et non pas pour bavarder ou y casser du sucre sur la tête du prochain. On nous assure que ces dames s'interdisent tout cancan et tout commérage.» Il s'agit de pratiquer «la vraie charité, cette vertu essentiellement féminine, qui sera nécessaire tant et aussi longtemps que nous, les hommes, nous n'aurons pas réalisé notre idéal de justice et d'égalité.»[14]

En 1900, «l'affaire du Docteur» Alexandre Favre (1861-1923) provoque toute une agitation : accusé de pratiques abortives, il est déclaré irresponsable par le Conseil d'Etat qui lui retire le droit d'exercer son métier. Pour prendre la défense du médecin, une pétition est signée par 8'378 personnes dont 3'178 femmes à La Chaux-de-Fonds : dans cette «ville industrielle, où presque toutes les femmes travaillent à l'établi,[...] elles ont presque toujours des grossesses pénibles, difficiles et très souvent dangereuses.»[15] Malgré l'adhésion au PSN de Favre qui se proclame désormais «médecin révolutionnaire» (au point de critiquer publiquement les socialistes dès 1910), la question de l'avortement n'est abordée qu'en «digression»[16] dans les discours socialistes. Il faut attendre le congrès d'août 1910 pour qu'après de nombreuses discussions les femmes soient admises avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les hommes. Cette modification des statuts n'entraîne pas une vague d'adhésion des femmes au PSN. Toutefois, il semble que dans les années 1910, les difficultés matérielles et la vie chère ont incité les femmes à convaincre leurs maris de voter socialiste.

V. Quelques personnalités marquantes

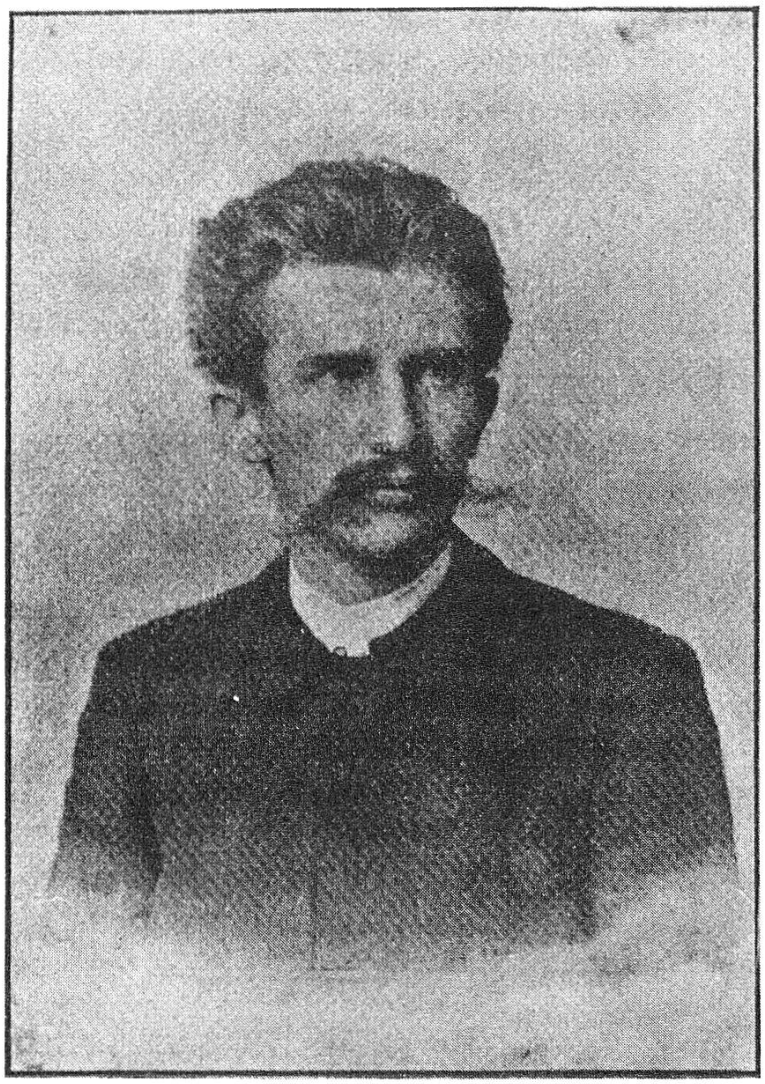
L'histoire mouvementée du PSN peut être esquissée en évoquant quelques personnalités, notamment celui qui est souvent présenté comme son fondateur, Pierre Coullery. En 1891, il expose ses idées dans un livre dont le titre est tout un programme : «*Jésus Le Christ et sa vie, sa doctrine morale, politique, économique et sociale. Les lois naturelles et le socialisme*». Après quarante ans d'activités politiques, il présente cet ouvrage comme la synthèse de ses réflexions sociales. Il espère ainsi contribuer à faire naître «dans le coeur de tous les ouvriers et de ceux qui s'intéressent à leur sort, des sentiments d'amour, d'union, de fraternité et de solidarité». Selon lui, le socialisme s'inscrit dans une «évolution fatale» déterminée par la nature et inspirée par la religion : «Faire du socialisme sans Jésus-Christ, c'est se lancer sur la mer orageuse sans boussole ni gouvernail.»[17] Pour propager ses idées, Coullery a noué des alliances avec pratiquement toutes les forces politiques au cours de sa longue vie. Accusé d'être un opportuniste et un arriviste, il répond dans *La Sentinelle* du 2 février 1897 : «Ma seule ambition fut toujours de faire naître chez les ouvriers la conviction que, s'ils savaient s'unir, ils seraient assez puissants pour conquérir la place qui leur est due d'après les lois naturelles. Ils sont les plus puissants par le nombre, et quand ils comprendront leur puissance et qu'ils voudront en user ils seront les maîtres et pourront mettre à leur place les bourgeois, les capitalistes. Ce sont les ouvriers qui ont créé le capital, les richesses; n'est-il pas juste que ces richesses leur appartiennent et qu'ils les fassent fructifier à leur avantage, à l'avantage de

tous les déshérités des temps présents et des temps futurs ?» Par souci de ne pas disperser les objectifs des militants socialistes, il propose alors de se concentrer autour d'une seule revendication : les syndicats obligatoires. Cette idée pose à la fois le problème du corporatisme et de l'Etat, car ce projet aurait signifié une adhésion obligatoire à des groupements professionnels dotés de vastes compétences commerciales et techniques. Préconisée par divers milieux autour de 1890, cette proposition restera au stade de projet.

Alors que Coullery a joué un rôle essentiel lors de l'émergence des organisations socialistes dès les années 1850, d'autres militants contribuent à donner un ton plus combatif. C'est notamment le cas de l'écrivain Walter Biolley (1865-1905) qui rédige *La Sentinelle* à ses débuts, sans tomber dans la mièvrerie et la religiosité. Toutefois, la violence de ses articles cache mal les limites de ses références idéologiques : son programme politique, guère éloigné du radicalisme social, consiste surtout à étendre et améliorer la législation dans «un esprit sagement résolu»[18]. Au début du siècle, il s'engage avec la même virulence dans la lutte contre l'alcoolisme et se sépare des socialistes pendant quelque temps. Les jeunes militants le jugent alors de manière mitigée : tout en reconnaissant ses mérites dans l'agitation politique, ils estiment qu'il n'est qu'un «réformiste édulcoré»[19].

En fait, c'est grâce à Naine que le PSN va se doter d'une certaine doctrine et se muer en véritable mouvement social. Ayant vécu personnellement l'expérience du travail ouvrier dans une des rares usines de la région occupant plusieurs centaines d'ouvriers, il échappe aux réflexes corporatistes et pose le problème des nouvelles techniques dans une perspective sociale : «Les machines qui devraient nous élever nous abaissent, nous autres prolétaires, et lorsque nos maîtres, au nom du progrès, veulent nous abaisser davantage encore, nous pouvons leur répondre : jusqu'à présent nous avons à peine goûté aux bienfaits de la science que vous avez employée toujours à nous exploiter. [...]Lorsque nous demandons des garanties contre l'introduction des machines ou la revision du travail qui nous jettent sur le pavé ou nous laissent sans défense entre vos mains, vous invoquez le progrès, la science, le droit sacré de l'homme. Vous parlez de rendre le travail moins pénible, plus agréable, vous voulez diminuer l'effort nécessaire à l'humanité pour satisfaire ses besoins.»[20] Naine estime que la société capitaliste transforme en leurs contraires les aspects positifs de l'histoire humaine qui sont mis au service de l'argent et de la guerre. Il fonde ses convictions révolutionnaires sur cette analyse inspirée par le marxisme. Il imprime alors au PSN un cours nettement plus combatif; il lutte contre les institutions de conformisme social, telles que l'armée et l'église; il vante la valeur éducative de la grève et des autres formes de luttes ouvrières. Cette attitude suscite des critiques même

Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds



Charles Naine vers 1906.

dans les rangs socialistes. A ceux qui estiment que la virulence de ses propos éloigne du PSN les électeurs modérés, il réplique: «Cette douceur qu'on nous recommande, à notre avis, ressemble fort à de la complicité et la modération est souvent bien proche parente de la lâcheté. Etre violent comme nous le sommes, c'est tout simplement ne pas ménager la chèvre et le chou; [...] Toute notre société est faite de contradictions violentes.[...] Pour nous, nous ne sommes ni des désespérés ni des anarchistes, nous croyons à la perfectibilité de l'homme, nous avons foi en un avenir meilleur, en une société régénérée, nous avons foi aux masses prolétariennes émancipatrices d'elles-mêmes et de l'humanité.»[21]

Il tente d'opérer une synthèse entre les diverses tendances du mouvement socialiste. «Lesquels ont raison des intransigeants ou des opportunistes de

toutes nuances ? Je pense qu'ils ont tous tort si on les envisage séparément, mais qu'ils ont tous raison lorsqu'ils forment un ensemble bien uni dans lequel les premiers corrigent les erreurs des seconds et vice versa. Les partis les plus forts sont ceux composés des uns et des autres et il faut admirer les socialistes allemands qui savent allier dans leur parti l'intransigeance d'un Kautsky à l'opportunisme d'un Bernstein.»[22] Effectivement, dans les premières années de notre siècle, le PSN regroupe plusieurs tendances parfois antagonistes (entre les grutléens et les révolutionnaires). Après une analyse des élections en Europe, il écrit que «la leçon à tirer de tout cela, c'est que la tendance qu'ont beaucoup de nos hommes politiques de vouloir ménager l'électeur à tout prix, même au prix de nos principes, est néfaste. On adoucit les angles, on rogne les coins, on défigure le but pour ne pas effaroucher le monde des timides et des hésitants et les rallier, on y réussit, mais dès qu'on en vient aux choses sérieuses, tout ce monde-là s'envole. Tout est à recommencer, on a fait, comme on dit, de l'ouvrage de singe. On a bien meilleur temps de commencer tout de suite à convaincre les citoyens du bien-fondé de notre programme, plutôt que de mettre ce programme en poche et par des petites réformettes attirer des électeurs dont on devient prisonniers et auxquels on n'ose plus ensuite proposer des solutions énergiques, de peur de les perdre. Nous voulons les petites réformes, mais nous voulons la grande aussi, ce n'est qu'en le rappelant toujours que nous pouvons éviter l'écueil de l'opportunisme politique.»[23]

Son refus de servir en 1903 provoque un écho considérable : quelque 19'000 exemplaires du texte de sa plaidoirie sont vendus en quelques mois. Pourtant son geste suscite même les critiques des socialistes alémaniques qui jugent son attitude «puérile» et «frisant l'anarchie»[24]. Au cours des années suivantes, les polémiques seront parfois très vives entre les dirigeants du PSS et Naine. Ainsi, en mars 1907, celui-ci considère que les parlementaires ne sont pas capables de réclamer des réformes réalisées par les radicaux français et il écrit que «nos députés socialistes à Berne sont comme les chevaux rétifs, plus on leur tape dessus, plus ils reculent [...] Ils se contentent de secouer un peu les oreilles comme les vieilles haridelles.»[25] Si l'antimilitarisme a pris une telle ampleur, c'est à la fois pour des raisons internationales et des causes régionales.

VI. Antimilitarisme et socialisme neuchâtelois

Il faudrait analyser les différents facteurs qui peuvent expliquer que le pacifisme et l'antimilitarisme aient eu un tel écho dans le canton de Neuchâtel : une hostilité au régime «prussien», les influences religieuses, l'héritage anarchiste, le goût de l'indépendance individuelle, les réticences

face au travail «en caserne», les crises horlogères provoquées par les guerres, le rôle de l'armée dans les conflits sociaux, etc. Déjà aux élections nationales de 1899, la revendication centrale du PSN est la réduction d'un tiers des dépenses militaires afin de financer la formation professionnelle et des réformes sociales. «Plus que jamais nous avons besoin dans la lutte industrielle entre les nations de nous outiller et de nous armer pour le bon combat du travail. La vraie lutte pour la grandeur et pour la prospérité de la patrie, c'est celle qui se livre dans les centres industriels et sur les marchés commerciaux du monde.»[26]

Le mérite de Naine est d'opérer une synthèse de divers traits d'une certaine mentalité neuchâteloise et des grands problèmes internationaux : il n'est pas convaincu par ceux qui brandissent la menace de la Russie, de ses «nuées de cosaques» qui imposeraient «le régime du knout sur l'Europe entière». «De tels arguments contre le désarmement sont uniquement le résultat de notre éducation patriotique, qui nous inculque un orgueil tel de nous-mêmes, de nos institutions et de notre civilisation en général, que nous en devenons plus bêtes que nature.»[27]

Dans ces conditions, Naine entre à plusieurs reprises en conflit avec les socialistes alémaniques, en critiquant les incohérences et les hésitations du mouvement socialiste face au militarisme : alors que le direction du PSS propose que, tout en luttant pour la paix, le PSS reconnaisse la nécessité d'une armée de milices en Suisse «aussi longtemps que l'état de choses actuel subsistera chez les peuples de l'Europe centrale», Naine s'insurge : «Ce raisonnement est, en particulier, celui de Jaurès. Or, rien n'est plus faux que d'agir de la sorte, c'est fermer d'avance la porte par laquelle on sera obligé de passer. Comment voulons-nous faire comprendre aux peuples qu'ils doivent s'unir en augmentant chaque jour les armements et en restant l'arme au pied ? [...] Avec un pareil système, jamais nous n'arriverons à réaliser l'union des peuples, ni par conséquent aucun progrès économique important. C'est tout notre mouvement voué au piétinement, à l'impuissance. Beaucoup de camarades, souvent les plus actifs, ceux qui veulent avancer le sentent bien, et ils tiennent absolument à sortir du cercle où nous tournons depuis des années. L'armée est maintenant le grand obstacle, il faut l'abattre ou renoncer à avancer. La bourgeoisie le comprend mieux que nous. Elle sent bien que ce qui fait la faiblesse du prolétariat c'est qu'il est divisé en nationalités, et tout son effort vise à maintenir les barrières qui nous empêchent d'unir nos efforts.»[28] Cette conception est partagée par les socialistes neuchâtelois qui proposent au congrès national en février 1906 une résolution affirmant que «le PSS, avec les PS de tous les autres pays, travaillera partout à l'abolition de l'organisation militaire actuelle.» Ce texte est rejeté à Olten par 219 voix

Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds

La Sentinelle. *Organe socialiste du Jura (carte postale de propagande).*

contre 35... Quelques «réfractaires» suivent alors l'exemple de Naine, mais celui-ci perd progressivement son optimisme et assiste à la montée des nationalismes. En août 1914, seuls les deux parlementaires socialistes neuchâtelois refuseront les crédits militaires.

VII. L'instauration de la «commune socialiste»

Naine ne cherche pas à suivre des «lois naturelles»; il émancipe le socialisme de l'emprise de la religion et il rejette le nationalisme. Non seulement il fustige l'armée, mais il développe aussi une certaine conception critique du rôle de l'Etat dans la lutte pour les transformations sociales : «Les générations qui ont précédé immédiatement la nôtre avaient trouvé dans l'Etat l'expression suprême de la force d'association, l'union générale des efforts, qui donne une puissance illimitée, qui permet les travaux gigantesques et en quelque sorte miraculeux. L'Etat était devenu pour eux l'Etat-providence, l'Etat sauveur, duquel on attendait tout, auquel on demandait tout et qui dispensait presque de tout effort individuel. Les socialistes eux-mêmes n'hésitaient pas à demander qu'on remît à l'Etat tous les capitaux de production pour organiser la société collectiviste, tant cette forme d'association paraissait comme le grand, l'unique moyen de progrès. Biolley, Fauquez, Favon, chez nous, avaient subi, dans une certaine mesure, cet éblouissement de l'Etat. Jaurès, Vandervelde et beaucoup d'autres, qui ont dépassé la quarantaine, ne paraissent pas y avoir échappé non plus.[...] Mais, depuis une décade ou deux, un revirement incontestable se fait dans les esprits.[...] L'Etat-providence a perdu ainsi, peu à peu, de son lustre. Dans toutes les classes de la société, il ne personnifie bientôt plus que le gendarme qui frappe et le fisc qui prend, et tout ce qu'on désire, c'est avoir avec lui le moins de rapports possibles.»[29] Cette attitude face à l'Etat incite Naine à revaloriser la politique en tant qu'expression démocratique et à accorder une grande importance aux réalisations des coopératives. Dans ce sens, la participation aux élections est envisagée comme une partie intégrante du projet de transformations sociales.

L'année 1912 est une année particulièrement faste pour les socialistes neuchâtelois : le programme du PS pour les élections communales à la Chaux-de-Fonds est significatif : «Le PS propose que la Commune s'occupe essentiellement d'améliorer la situation de la classe ouvrière. Il y travaillera en s'inspirant du but fondamental du socialisme : la socialisation des moyens de production. C'est cette préoccupation qui oriente tout notre programme. [...] Proportionnalistes convaincus, nous demandons que, dans le ménage communal, chaque parti ait une action et une responsabilité en rapport avec sa puissance numérique.[...] Nous désirons une administration plus foncièrement dé-

mocratique, et que la population puisse exercer sur elle un contrôle régulier en dehors des pouvoirs. Nous voulons que disparaissent tout favoritisme et tout arbitraire, tant dans l'attribution des travaux que dans la nomination des fonctionnaires et employés. Ceux-ci doivent acquérir le droit d'être plus des coopérateurs que des salariés. Ils doivent être consultés périodiquement pour discuter, proposer tout ce qui pourrait contribuer à améliorer les services publics et éviter de fausses dépenses.» L'effort financier doit viser à rétablir l'éguilibre du budget. Trois priorités sont mises en exergue : la construction de logements bon marché pour lutter contre la vie chère et pour la prospérité de l'industrie; l'édification d'une Maison du Peuple pour lutter contre l'alcoolisme et pour le développement culturel; des réformes administratives (notamment la nomination de femmes à la commission scolaire)[30].

La campagne électorale est marquée par de vifs affrontements : les libéraux et les radicaux mobilisent leurs troupes contre les socialistes présentés comme des aventuriers impatients, de piètres gestionnaires et de faux patriotes. A La Chaux-de-Fonds, le Grütli romand, récemment reconstitué par une cinquantaine de membres, tente de déposer une liste concurrente, avant d'être désavoué, puis exclu par la direction nationale du mouvement grutléen. Après plusieurs péripéties, les socialistes remportent la majorité dans les législatifs du Locle et de La Chaux-de-Fonds. Dans la «Métropole horlogère», l'événement revêt un signification politique, mais aussi sociale et symbolique : la démission du président de l'exécutif, le radical Paul Mosimann (1858-1923), consacre la défaite d'une personnalité importante du patronat horloger. Toutefois, il faut remarquer que les socialistes limitent eux-mêmes leur victoire : au Locle, ils se contentent de deux sièges sur cinq dans l'exécutif qui conserve une majorité radicale. A La Chaux-de-Fonds et à Neuchâtel, des personnalités sont élues pour leurs capacités personnelles sans avoir milité dans les rangs socialistes. Toutefois, cette première victoire électorale suscite un écho important en Suisse. Ainsi, *Le Peuple suisse* du 13 juillet 1912 félicite les «camarades neuchâtelois parfaitement qualifiés pour entreprendre une tâche pleine de responsabilité. Ils sont jeunes, ardents, désintéressés; ils ont montré dans leurs syndicats et leurs coopératives des qualités d'organisation qui nous permettent de fonder sur eux les meilleurs espoirs de la social-démocratie suisse.»

Dans d'autres milieux, une inquiétude mêlée de curiosité s'exprime à plusieurs occasions lors de la Fête fédérale de chant à Neuchâtel, une personnalité radicale précise que ce bouleversement local ne signifie pas une volonté sécessionniste du canton de Neuchâtel. Certains participants manifestent l'envie d'aller visiter en touristes la «Mecque révolutionnaire».

En fait, les socialistes cherchent à donner une image respectable : en juil-

let 1912, une grève des maçons éclate, mais l'Union ouvrière, contrôlée par les socialistes, considère que ce mouvement a été fomenté par les anarcho-syndicalistes, refuse de le soutenir comme en 1904 et décide d'observer avec «neutralité» ce conflit du travail qui aboutit à un échec.[31]

Dans les archives de la Commission scolaire, les socialistes découvrent les documents de la police politique sur le Groupe libertaire de la Chaux-de-Fonds dans lequel militait Maurice Maire (1880-1949), un instituteur rallié au PSN. Devenu cadre des coopératives, celui-ci déclare au Grand Conseil que les socialistes comme les anarchistes luttent pour la destruction du capitalisme. «A vrai dire, notre action est extrêmement plus dangereuse pour l'existence de la société bourgeoise que celle des groupes libertaires ou anarchistes.[...]Le syndicat et la coopérative sont les embryons de la société future, en outre dans ces associations, comme aussi au Parti, les individus acquièrent les qualités morales et intellectuelles qui les rendraient capables d'instaurer un nouveau régime sur des bases justes. Si notre organisation est poussée avec assez de vigueur et de conscience, le socialisme pourra être réalisé lorsque surviendront les événements critiques favorables aux transfomations profondes. Alors la société capitaliste sera bien définitivement détruite car elle sera remplacée par une organisation édifiée sur la justice.»[32] Dans un manifeste diffusé à 20'000 exemplaires, Naine fustige la police politique entretenant des informateurs et les pressions du Conseil d'Etat pour révoquer les fonctionnaires dénoncés comme anarchistes. A la suite du débat au Grand Conseil, le Chef du Département de police s'adresse à la Gendarmerie pour préciser que seuls les anarchistes doivent encore faire l'objet de la surveillance de la police de sûreté.[33]

Lors du congrès du PSS qui se tient à Neuchâtel en décembre 1912, les socialistes neuchâtelois proposent que la grève générale soit organisée pour empêcher la guerre; mais cette proposition se heurte à la vive hostilité de la tendance nationaliste de Greulich et Müller. La direction fait finalement adopter une décision de report de la décision à un prochain congrès... De plus, Naine, en tant que rapporteur sur l'action des communes contre la vie chère, préconise l'achat de terrains pour lutter contre la spéculation et la construction de maisons à loyer modéré. Il «voudrait que les communes évitent le développement de l'assistance publique qui soulage, sans doute, mais en avilissant et sans toucher aux sources mêmes du mal. En outre, il y aurait lieu de ne pas imposer de nouvelles charges aux communes en les obligeant à acheter et à vendre des denrées alimentaires, mais plutôt de pousser activement le développement des sociétés coopératives de consommation, qui sont mieux à même de remplir ce rôle.»[34]

A l'issue du congrès de Neuchâtel, Paul Graber estime que la vive discus-

sion a été utile dans la mesure où elle a permis une meilleur compréhension entre les socialistes romands et alémaniques : «On nous prêtait, en Suisse allemande, une sorte de révolutionnarisme verbal et idéologique, inspiré par le romantisme de France ou hérité du bakouninisme de l'ancienne Internationale. D'autre part, nous considérions un peu nos camarades allemands comme de simples réformistes édulcorés, de qui il n'y avait rien de viril à attendre. C'était, de part et d'autre, un malentendu. Les Jurassiens ont compris que l'assise fondamentale du mouvement prolétarien, c'est la triple organisation syndicale, coopérative et politique. Ils ont admis que l'insurrection, la descente dans la rue n'était plus la vraie forme de la révolution sociale.[...] D'autre part, nous avons, nous, appris à connaître l'action allemande, nous avons admiré son esprit d'ordre, de méthode, d'administration, sa propagande intense. Nous avons appris que les réalisations ont plus d'importance que les déclarations.»[35]

Il faut aussi noter l'opinion d'un vétéran de l'Internationale, Auguste Spichiger (1842-1919), qui publie en 1913 un pamphlet contre le PSN intitulé «Le parti pettaveliste». Reprenant les critiques publiées dans *La Voix du peuple*, il retrace l'histoire du PSN et accuse les socialistes d'être manipulés par le pasteur Pettavel, de n'avoir de socialiste que le nom qui masque des néo-radicaux et des arrivistes : «Ils ont pris la place des radicaux comme parti d'action sur l'opinion publique; à leur appel, comme autrefois à l'appel des radicaux, la foule accourra pour entendre leurs discours et participer à leurs manifestations; les lecteurs de leur journal et d'autres écrits de propagande vont augmenter en nombre; ils tiendront l'opinion publique en haleine par l'agitation de quelques réformes qui s'adaptent à la situation politique et sociale présente, et dont la réalisation n'est pas susceptible d'alarmer les intérêts de classe des bourgeois; en un mot sur le terrain politique, ils prendront à leur compte, sous l'étiquette socialiste, les réformes que les radicaux promettaient au peuple pour l'endormir. Dans le domaine économique, ils feront du syndicalisme "paix sociale", ils soigneront leurs institutions coopératives en les développant dans toutes les branches où elles leur paraîtront praticables.[...] Là est le danger qui menace d'empoisonner la mentalité et la psychologie de nos populations.»

1912 est l'année de tous les espoirs, pour certains, ou celle de tous les dangers redoutés par d'autres. Elle marque effectivement une certaine rupture dans l'histoire du mouvement ouvrier neuchâtelois. Dans une perspective sensiblement différente de celle de James Guillaume qui esquissait en 1871 «Une commune sociale», les socialistes des Montagnes sont propulsés à la tête des administrations urbaines. Une part essentielle du programme électoral sera particulièrement difficile à mettre en application dans la mesure

où l'éclatement de la guerre va accroître les contraintes de la gestion municipale et ébranler les espoirs pacifistes. Commencée au son des cloches de Bâle, l'expérience est interrompue par le fracas de la guerre et la sécheresse de la comptabilité. En 1915, la majorité bascule dans l'autre camp. Toutefois, en 1918, une nouvelle victoire confirme celle de 1912. Depuis cette époque, les partis ouvriers sont restés majoritaires à La Chaux-de-Fonds. Ceci c'est le début d'une autre histoire...

Notes

[1] *Le National suisse* du 4 mars 1885

[2] Cité par Achille Grospierre, «Histoire du syndicalisme ouvrier dans l'industrie horlogère», in *Union syndicale suisse, 1880-1930*, Berne, 1933, p. 595.

[3] Rapport de gestion de la Société suisse du Grütli, 1898, p. 112.

[4] Cf. Rüttiman Michel, *Le Grütli, section allemande de la Chaux-de-Fonds*, mémoire de licence ès lettres, Neuchâtel, 1976, p. 98-126.

[5] Cf. Gustave Schaad, *Solution de la question sociale*, La Chaux-de-Fonds, 1891, p. 11.

[6] *La Sentinelle* du 1er juin 1893

[7] Bibliothèque de la Ville de La Chaux-de-Fonds (BVCF), Documents politiques, 1895.

[8] Cf. Rapport de gestion...., 1905, p. 106.

[9] *La Sentinelle* du 18 mai 1904.

[10] *Le Peuple suisse* du 25 avril 1907.

[11] Calculés sur la base des rapports (souvent imprécis) de gestion de la Société suisse du Grütli.

[12] Une chronologie des principaux événements, une synthèse des résultats électoraux et des biographies des importantes personnalités ont été dressées par Nicolas Rousseau dans son *Historique du PSN* paru à Neuchâtel en 1981.

[13] Cf. Marc Perrenoud, «La grève des maçons et manoeuvres en 1904 à la Chaux-de-Fonds», in *Musée neuchâtelois*, 1985, nº 1, pp. 22-50. Dans le même numéro, cf. aussi l'article de Jacques Ramseyer sur les anarchistes de 1880 à 1914, pp. 3-21.

[14] *La Sentinelle* du 14 janvier 1899.

[15] *La Sentinelle* du 25 septembre 1900.

[16] Cf. *La Sentinelle* du 8 octobre 1900.

[17] *La Sentinelle* du 9 mars 1901.

[18] Lettre du 10 novembre 1897, Archives du PSS, Sozialarchiv, Zurich.

[19] Cf. article biographique de Paul Graber sur Biolley dans *L'Almanach du progrès*, 1907, pp. 26-30.
[20] *La Sentinelle* du 23 novembre 1901.
[21] *La Sentinelle* du 8 janvier 1902.
[22] *La Sentinelle* du 11 octobre 1902.
[23] *Le Peuple suisse* du 31 janvier 1907.
[24] Cf. *La Sentinelle* du 23 septembre 1903. En prison, Naine écrit au pasteur Pettavel, le 26 septembre 1903 : «Voilà donc l'armée supprimée pour moi, il reste encore à la supprimer pour les autres. L'entreprise est considérable et je me demande parfois si notre génération y suffira.» (BVCF, Fonds Pettavel, A 35/5)
[25] *Le Peuple suisse* du 21 mars 1907. Cf. aussi *La Sentinelle* du 2 septembre 1905.
[26] *La Sentinelle* du 21 octobre 1899.
[27] *La Sentinelle* du 29 mars 1902.
[28] *La Sentinelle* du 10 janvier 1906.
[29] *Le Peuple suisse* du ler février 1908.
[30] *La Sentinelle* du 10 mai 1912.
[31] James Guillaume avait participé avec un certain optimisme à la renaissance des activités socialistes au début du siècle, mais il exprime un jugement mitigé en 1907 : «La situation à La Chaux-de-Fonds me semble moins nette, plus difficile à débrouiller que dans les autres localités de la Suisse romande; [...] Il y a en outre, d'une part, un reste qui semble indéracinable de viel esprit coulleryste, de l'autre, un sectarisme qui se dit anarchiste, et qui s'alimente bien plus de mots mal compris et de rancunes personnelles que d'autre chose.» (lettre du 30 décembre 1907 [à Pindy, BVCF, Ms 41). En 1912, les anarchistes s'opposent à l'élection de Paul Graber au Conseil national par un tract intitulé *Ouvrons l'oeil*, Archives fédérales, Berne, E 21/14050.
[32] *La Sentinelle* du 27 décembre 1912.
[33] Lettre du 17 décembre 1912; Archives de l'Etat de Neuchâtel, Police, 303/III.
[34] *Le Peuple suisse* du 16 novembre 1912.
[35] *Le Peuple suisse* du 7 décembre 1912.

Annexe

Résultats électoraux des partis

Répartition des suffrages lors des élections au Conseil national dans le canton

	1893	1896	1899	1902	1905	1908	1911	1914	1917
radicaux	50	50	50	45	45	75	75	65	50
libéraux	40	35	30	30	35		25		
radicaux-indépend.			10	5					
socialiste	10	15	20	15	15	25	40	35	50

Proportions de suffrages socialistes dans l'électorat de chaque district:

- Neuchâtel	7	10	9	5	19	18	24	25	37
- Boudry	4	5	6	5	6	9	25	20	35
- Val-de-Ruz	6	6	8	5	13	18	25	18	29
- Val-de-Travers	5	5	12	17	12	23	24	29	41
- Le Locle	23	16	24	23	17	25	50	41	52
- La Chaux-de-Fonds	22	34	36	33	36	41	60	48	64

Source: François Calame, *Les socialistes neuchâtelois et leur presse lors des élections au Conseil national de 1887 à 1917*, mémoire de licence ès lettres, Neuchâtel, 1968, pp. 88 et 91 à 99.

Bibliographie

Les notes ayant été réduites au strict minimum, les sources et les études sur les débuts du socialisme neuchâtelois ne sont pas toutes indiquées. Pour en savoir plus, on consultera les bibliographies des ouvrages suivants :

– Erich GRUNER, *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz (1880-1914)*, Zurich, 1988, en particulier, tome II, pp. 181-196 et 1078, tome III, pp. 143-159, pp. 389-393 et pp.591-594.

– Rudolf Martin HOEGGER, *Charles Naine (1874-1926), Eine politische Biographie*, Zurich, 1966.

– Mario VUILLEUMIER, *Horlogers de l'anarchisme, émergence d'un mouvement: la Fédération jurassienne*, Lausanne, 1988.

– Elfriede WISS-BELLEVILLE, *Pierre Coullery und die Anfänge der Arbeiterbewegung in Bern und der Westschweiz, Ein Beitrag zur Geschichte des schweizerischen Frühsozialismus*, Bâle, 1987.